

# PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

## LE DISPOSITIF

# **PARTIE 1**

**QU'EST-CE QUE LA PROTECTION  
SOCIALE COMPLÉMENTAIRE ?**

# LES ENJEUX RH

- Un outil de **prévention de l'absentéisme**
- Un outil d'**attractivité et de fidélisation** des agents
- Renforcement du **dialogue social**

# UNE COUVERTURE SUPPLÉMENTAIRE POUR LES AGENTS

## SANTÉ

Une couverture à 100% pour prendre soin de sa santé. **Prise en charge** des :



Frais d'hospitalisation



Consultations



Frais optiques et dentaires



Achats de médicaments



Dispositifs médicaux

## PRÉVOYANCE

Une indemnisation en cas d'arrêt de **maladie prolongé ou de décès.**



Invalidité



Arrêt maladie



Décès

# RISQUE SANTÉ : EXEMPLE

**POUR UNE CONSULTATION  
MÉDICALE DE 25€**

**PRISE EN CHARGE SANS COMPLÉMENTAIRE SANTÉ :**

16,50€ remboursé par l'assurance maladie  
(70% du montant - 1€ de participation forfaitaire obligatoire)

Reste à payer pour le patient : 8,50€

**PRISE EN CHARGE AVEC COMPLÉMENTAIRE SANTÉ :**

16,50€ remboursé par l'assurance maladie  
(70% du montant - 1€ de participation forfaitaire obligatoire)

7,50€ par la complémentaire santé (30%)

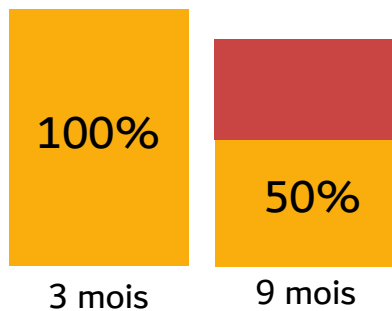
Reste à payer pour le patient : 1€



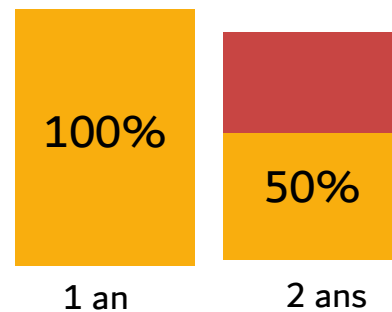
# RISQUE PRÉVOYANCE : EXEMPLES EN CAS DE CONGES DE MALADIE

Agents titulaires ou stagiaires CNRACL (+ 28H/hebdo)

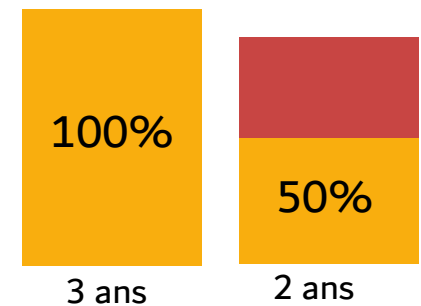
## MALADIE ORDINAIRE



## LONGUE MALADIE



## LONGUE DURÉE



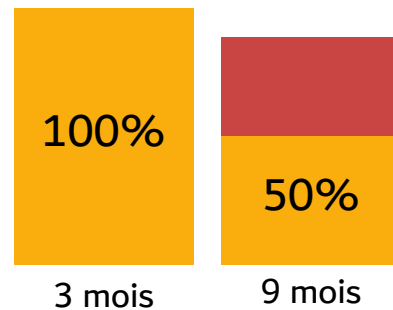
■ Traitement maintenu par l'employeur

■ Garantie maintien de salaire pouvant aller jusqu'à 95%

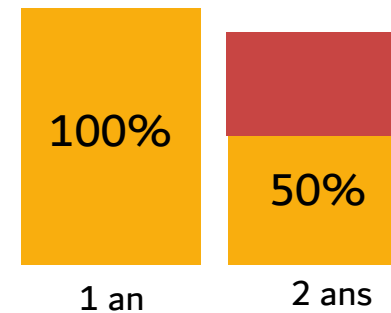
# RISQUE PRÉVOYANCE : EXEMPLES EN CAS DE CONGES DE MALADIE

Agents titulaires ou stagiaires IRCANTEC (- 28H/hebdo)

## MALADIE ORDINAIRE



## GRAVE MALADIE



■ Traitement maintenu par l'employeur déduction faite des indemnités versées par la CPAM

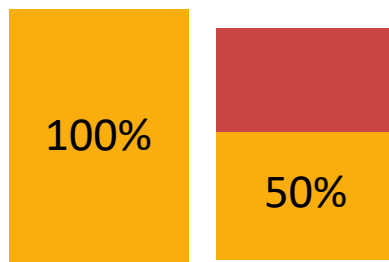
■ Garantie maintien de salaire pouvant aller jusqu'à 95%

# RISQUE PRÉVOYANCE : EXEMPLES EN CAS DE CONGES DE MALADIE

Agents contractuels de droit public

## MALADIE ORDINAIRE

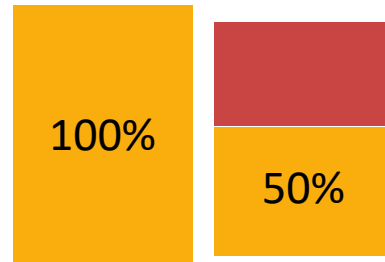
Ancienneté  
de 4 mois à 2 ans



1 mois

1 mois

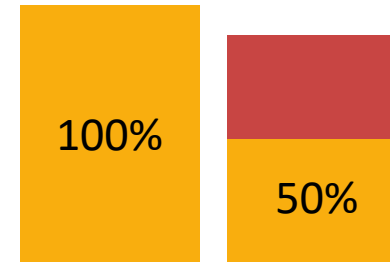
Ancienneté  
de 2 ans à 3 ans



2 mois

2 mois

Ancienneté  
plus de 3 ans

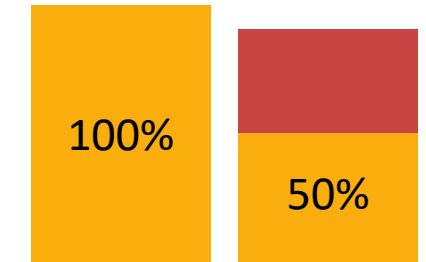


3 mois

3 mois

## GRAVE MALADIE

Ancienneté  
plus de 3 ans



1 an

2 ans

■ Traitement maintenu par l'employeur déduction faite des indemnités versées par la CPAM

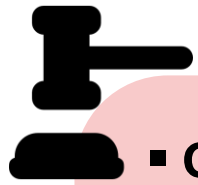
■ Garantie maintien de salaire pouvant aller jusqu'à 95%



# **PARTIE 2**

**UNE PARTICIPATION FINANCIERE  
OBLIGATOIRE POUR TOUS LES  
EMPLOYEURS**

# PARTICIPATION OBLIGATOIRE POUR TOUS LES EMPLOYEURS



- **Ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique**
- **Décrets en attente de publication :**
  - aux garanties de PSC et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement : avis favorable du CSFPT reçu le 16 février 2022
  - modifiant le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011

# CONTRAT MUTUELLE SANTE

## Au 1<sup>er</sup> janvier 2026 : Contrats Mutuelle Santé

- **Obligation de participer** avec un minimum de 50% d'un montant de référence probablement fixé à 30€

soit **15€ par mois par agent\***

- **Les garanties éligibles** à la participation portent notamment sur :
  - les **honoraires** des médecins et spécialistes
  - les **médicaments**
  - les **frais dentaires, optiques**, appareillage,...
  - l'**hospitalisation**

*\* Décret en attente de publication*

# CONTRAT ASSURANCE PREVOYANCE

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2025 :**

- **Obligation** avec un minimum de participation de 20% d'un montant de référence probablement fixé à 35€

soit **7€ par mois par agent\***

- **Les garanties éligibles** à la participation portent sur les risques :  
**incapacité, invalidité, inaptitude ou décès**

*\* Décret en attente de publication*

# CONTRAT ASSURANCE PREVOYANCE

Les **garanties minimales** devront prévoir un **maintien de rémunération** :

- à hauteur de **90% du traitement indiciaire net** et de la NBI nette, complété de **40% du régime indemnitaire net**, à compter du passage à demi-traitement, en disponibilité d'office ou dans l'attente de l'avis du conseil médical.
- à hauteur de **90% du traitement indiciaire net** aux agents CNRACL mis en retraite pour invalidité (*agents IRCANTEC classés en 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> catégorie d'invalidité*) et n'ayant pas atteint l'âge légal de départ à la retraite.

# OBLIGATION DES CDG

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2022 :**

- **Obligation pour les Centres de Gestion** de proposer aux collectivités des **conventions de participation** :
  - ✓ Santé
  - ✓ Prévoyance

# **PARTIE 3**

## **PARTICIPATION FINANCIERE : QUELS CHOIX POUR LES COLLECTIVITES ?**

# PROCÉDURES ET CHOIX

## DEUX PROCÉDURES SONT POSSIBLES :

### 1. La **labellisation**

Participation financière au coût des **contrats individuels souscrits directement par les agents** dès lors que ceux-ci sont **labellisés**, c'est-à-dire référencés par des organismes accrédités.

### 2. La **convention de participation**

Participation financière versée aux agents adhérents au(x) **contrat(s)-groupe souscrit(s) par l'employeur**, dans le cadre d'une mise en concurrence réalisée par :

- ✓ **l'employeur directement**
- ✓ **le Centre de gestion**



# PROCÉDURE DE LABELLISATION

- **Délibération** par la collectivité fixant un montant de participation financière, après **avis préalable du Comité technique** (futur CST)
- Les agents qui ont souscrit un **contrat « labellisé »**, bénéficient de la **participation financière** de leur employeur
- **Attestation** annuelle fournie aux agents par les organismes
- **Liste des contrats et règlements** labellisés pour 3 ans (renouvelables) accessible sur le [site Internet collectivites-locales.gouv.fr](http://site.Internet.collectivites-locales.gouv.fr)

# PROCÉDURE DE LABELLISATION

## AVANTAGES



- **Pas de procédure de sélection** d'un opérateur pour l'employeur
- **Choix libre et individuel** des opérateurs et de leur niveau de garantie pour les agents
- **Portabilité** de la couverture en cas de mobilité



## INCONVÉNIENTS

- **Questionnaire médical** possible
- **Taux de cotisations proposés plus élevés** impactant le coût financier pour l'agent
- L'employeur doit s'assurer régulièrement de la **concordance entre la participation versée et la réalité de son utilisation**
- **Ne s'inscrit pas dans une politique d'accompagnement social à l'emploi** pour la collectivité

# PROCÉDURE DE CONVENTION DE PARTICIPATION

- Une mise en concurrence obligatoire pour sélectionner une offre répondant aux besoins propres des agents et remplissant les conditions de solidarité
- Le contrat-groupe est **proposé aux agents**
- Les **agents adhérents** au contrat groupe bénéficient de la **participation financière**
- Une convention conclue pour **6 ans**

Démarches de l'employeur	Convention de participation réalisée par l'employeur	Convention de participation réalisée par le CDG
Réalisation du cahier des charges	X	
Délibération portant lancement de la mise en concurrence <i>Avis préalable CT (futur CST)</i>	X	
Négociations avec les prestataires candidats	X	
Délibération portant sélection du prestataire <i>Avis préalable CT (futur CST)</i>	X	
Délibération permettant d'adhérer à la convention de participation et fixant le montant de la participation financière <i>Avis préalable CT (futur CST)</i>	X	X
Pilotage de la convention de participation	X	

# PROCÉDURE DE CONVENTION DE PARTICIPATION

## AVANTAGES



- **Adhésion sans condition** et **sans questionnaire médical**
- **Force de négociation** sur les tarifs, les prestations et les services associés
- **Mutualisation** et gommage des effets de seuils renforcés
- **Couverture identique** pour tous les agents
- Véritable **accompagnement social** de la collectivité



## INCONVÉNIENTS

- Obligation pour les agents d'adhérer à une seule convention mise en place par la collectivité : changement probable de mutuelle santé / assurance prévoyance
- Démarches à faire par les agents pour résilier leur éventuel contrat précédent

# PROCÉDURES ET CHOIX

## QUATRE CHOIX POSSIBLES :

	PREVOYANCE		SANTE	
	Labellisation	Convention de participation	Labellisation	Convention de participation
1. Labellisation	X		X	
2. Convention de participation		X		X
3. Convention de participation/Labellisation		X	X	
4. Labellisation/Convention de participation	X			X

# QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

- les **fonctionnaires** titulaires et stagiaires
- les **agents contractuels de droit public**
- les **agents contractuels de droit privé**
- les **retraités** *bénéficient uniquement des garanties « mutuelle santé » conclues dans le cadre d'une convention de participation*

L'adhésion aux garanties de protection sociale complémentaire par les agents, est **individuelle** et **facultative**.

# **PARTIE 4**

## **LES CONVENTIONS DE PARTICIPATION PORTÉES PAR LES CDG**

# LES CONVENTIONS DE PARTICIPATION DES CDG

- Les **Centres de gestion du Calvados, de l'Orne et de la Seine-Maritime** s'associent pour mettre en place des **conventions de participation mutualisées** (contrats-groupe) à compter du **1er janvier 2023** :
  - ✓ en **santé**
  - ✓ en **prévoyance**
- Chaque Centre de gestion restera **l'interlocuteur unique des collectivités de son département** qui souhaitent adhérer à l'une et/ou l'autre des conventions de participation.



# GARANTIES « CONTRAT GROUPE SANTÉ »

POUR LES ACTIFS, CONJOINTS, ENFANTS RATTACHES ET LES RETRAITÉS

## Principales garanties

« mutuelle santé » assurées

## Plusieurs formules

de prestations envisagées

## Formules de prestations supérieures

aux garanties du panier de soins

## Tarifcation adaptée

par tranche d'âge pour les actifs et les retraités

	PANIER DE SOINS
Consultations spécialistes	100%
Honoraires chirurgicaux	100%
Chambre particulière	/
Optique équipement mini	100€
Optique équipement maxi	200€
Prothèse dentaire	125%
Traitement d'orthodontie	100%
Prothèse auditive	/

# CONTRAT GROUPE « SANTÉ »

du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au  
31 décembre 2028

**Durée de validité** de la convention de participation

de 2023 à 2025

La **participation versée aux agents est libre**  
*Minimum 1€/par mois/agent*

à partir de 2026

La **participation versée aux agents est obligatoire** sur la  
base d'un montant de référence fixé par décret à paraître  
*Minimum 15€/mois/agent*

# CONTRAT GROUPE « PRÉVOYANCE »

## GARANTIES ENVISAGÉES :

- **Garantie « Incapacité »\*** : Maintien de la rémunération indiciaire nette pendant la période de demi-traitement
- **Garantie « Invalidité »\*** : Maintien de la rémunération indiciaire nette jusqu'à l'âge légal de départ en retraite
- **Garantie « Perte de retraite »** : Complément de retraite versé sous forme d'un capital à l'âge légal de départ à la retraite
- **Garantie « Capital décès »\***
- **Garantie « Maintien du Régime indemnitaire »\***

*\* Garanties obligatoires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025*

# CONTRAT GROUPE « PRÉVOYANCE »

Du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au  
31 décembre 2028

**Durée de validité** de la convention de participation

De 2023 à 2024

La **participation versée aux agents est libre**  
*Minimum 1€/par mois/agent*

À partir de 2025

La **participation versée aux agents est obligatoire** sur la  
base d'un montant de référence fixé par décret à paraître  
*Minimum 7€/mois/agent*

# L'INTÉRÊT D'UN CONTRAT GROUPE

## UN CONTRAT D'ASSURANCE SOLIDAIRE :

- Une **éligibilité de l'ensemble des agents**
- **Montant de cotisation** par niveau de garanties **compétitif**
- **Taux de cotisation unique** quel que soit l'âge
- **Adhésion facilitée** par l'absence de questionnaire médical

## UN CONTRAT D'ASSURANCE PROTECTEUR GRÂCE À :

- Des **garanties à haut pouvoir couvrant**
- En « **complémentaire santé** », la proposition de **différents niveaux de garanties** qui permettent à chaque agent d'être couvert selon son degré de protection recherché et sa situation familiale
- En assurance « **prévoyance** », des **extensions non prévues aux contrats individuels labellisés**

## UN ACCOMPAGNEMENT ET UN SUIVI DE VOTRE CDG GRÂCE :

- Aux **négociations** avec les organismes d'assurance
- Au **pilotage des contrats collectifs pendant 6 ans**

# CALENDRIER DE LA PROCEDURE DES CDG

**De mai à septembre  
2022**

## **PROCÉDURE DE CONSULTATION :**

- Lancement de la consultation : 11 mai
- Retour des offres des prestataires : 24 juin
- Analyse des offres des opérateurs/négociations : juillet/mi-août
- Choix des prestataires retenus : 12 septembre 2022
- Délibérations des Conseils d'Administration des 3 CDG, après avis des CTI : avant fin septembre

**Début octobre 2022**

## **PRÉSENTATION DES PRESTATAIRES RETENUS ET DES OFFRES PROPOSÉES AUX COLLECTIVITÉS :**

- Courrier d'information
- Organisation de réunions d'information

**À compter d'octobre  
2022**

## **ADHÉSION DES COLLECTIVITÉS AUX CONVENTIONS DE PARTICIPATION :**

- Délibération des collectivités pour adhérer à la (*aux*) convention(*s*) de participation, après avis du Comité technique propre ou intercommunal
- Signature de la (*des*) convention(*s*) d'adhésion

**1<sup>er</sup> janvier 2023**

**DATE D'EFFET DES CONVENTIONS DE PARTICIPATION PORTANT SUR LES RISQUES « SANTÉ » ET « PRÉVOYANCE »**

# COMMENT PARTICIPER À LA CONSULTATION DES CDG ?

## 3 ÉTAPES SIMPLES :

1. Signer [la lettre d'intention](#)
2. Renseigner la [fiche d'informations](#) portant sur les agents de votre structure
3. Retourner l'ensemble **avant le 1<sup>er</sup> mai 2022 par mail**

**L'ensemble de la démarche ne suppose aucun engagement définitif.**

*Les garanties et les taux de cotisations obtenus vous seront présentés à l'issue de la consultation, vous permettant par la suite de **décider d'adhérer à ces conventions de participation.***



## ATTENTION

Les garanties et taux fixés par la convention d'adhésion **ne pourront être appliqués qu'aux seuls collectivités et établissements publics** qui auront fait part de leur intention **avant le 1er mai 2022.**



**1**

**LETTRE D'INTENTION + FICHE D'INFORMATIONS STATISTIQUES  
AVANT LE 1<sup>ER</sup> MAI**

**2**

**PRÉSENTATION DES GARANTIES ET TAUX DE COTISATION  
DÉBUT OCTOBRE**

**3**

**DÉLIBÉRATION + AVIS CT POUR ADHÉRER ET DÉTERMINER  
LE MONTANT DE PARTICIPATION FINANCIÈRE**

**4**

**ADHÉSION PAR L'AGENT AU(X) CONTRAT(S) PROPOSÉ(S)  
À PARTIR DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2023**

